

La monnaie complémentaire, un outil précieux dans un bidonville kenyan

Partage international n° [304](#) - Décembre 2013

Interview de Will Ruddick par Niels Bos

Les grandes idées peuvent accomplir de grandes choses. Prenez, par exemple, le WIR, une monnaie complémentaire créée en Suisse par un groupe d'entrepreneurs, dans les années 1930 au milieu de la Grande Dépression. Ils avaient constaté les difficultés dans lesquelles se trouvaient les petites et moyennes entreprises face aux effets de la crise financière, alors qu'il y avait encore des besoins non satisfaits au sein des communautés et beaucoup de ressources inutilisées. Le seul problème est qu'il n'y avait tout simplement pas assez d'argent en circulation pour que les gens achètent ces ressources. Ils ont alors mis en place un système de troc organisé à l'aide de bons permettant de se procurer divers biens et services locaux, ce qui a donné aux petites entreprises la possibilité de continuer à commercer entre elles, même lorsque le franc suisse se faisait rare.

Le terme WIR vient du mot « wirtschaftsring » ou « cercle économique ». Wir est aussi en allemand le pronom personnel « nous », évoquant unité et solidarité. Aujourd'hui, un quart de toutes les PME suisses sont membres du réseau WIR, et le même modèle a été reproduit et mis en œuvre avec succès partout dans le monde.

Un autre exemple de ce système a récemment vu le jour dans le bidonville « Bangladesh » près de Mombasa au Kenya. Après quelques mois de fonctionnement, la monnaie complémentaire Bangla-Pesa connaît déjà un large succès auprès des organisations internationales pour ses réalisations, qui ont permis d'améliorer la vie de nombreuses femmes qui ont monté des petits commerces dans le bidonville. Mais le programme a tout aussi rapidement attiré l'attention de la Banque centrale du Kenya et six membres dirigeants ont été accusés de falsification de monnaie et arrêtés, dont le fondateur Will Ruddick. Le programme survivra-t-il à cette péripétie ?

Niels Bos a interviewé le physicien et économiste Will Ruddick pour Partage international.

Est-il vraiment possible que ce qui a fonctionné pour les PME suisses en 1930 soit aussi utile pour des micro-entreprises dans un bidonville du Kenya ?

Malgré les différences évidentes, Will Ruddick en est convaincu : « Le WIR a permis de créer un environnement économique stable pour les quelques 60 000 entreprises qui participent au programme. Lorsque le climat économique devient difficile, on observe toujours une progression des systèmes d'échange et de troc. Ce concept s'applique parfaitement pour des personnes vivant avec moins d'un dollar par jour.

La monnaie complémentaire Bangla-Pesa est utilisée par des gens qui se trouvent au bas de la pyramide économique, c'est sa particularité. Ici au Kenya on a souvent des « embouteillages économiques », des périodes où l'économie s'arrête littéralement et où tout s'arrête car les gens n'ont plus assez d'argent, par exemple après avoir payé les frais de scolarité de leurs enfants au mois de janvier. Pourtant, les besoins sont toujours là, ainsi que les biens et services pour les satisfaire. Il y a toujours le même potentiel économique, les mêmes ressources. Simplement, personne n'a assez d'argent pour payer. Ce sont les femmes qui souffrent le plus de cette pénurie de liquidité. Il y a plus de femmes que d'hommes à la tête d'entreprises et également davantage de femmes au sein de la population active, mais les hommes gagnent plus que les femmes. En plus de cette inégalité entre les sexes, les femmes sont victimes d'un double préjudice car elles effectuent la totalité des travaux ménagers et ont la charge des enfants et des personnes âgées. »

Le réseau du Bangla-Pesa se compose à 75 % de femmes auto-entrepreneurs qui se retrouvent régulièrement en dessous du seuil international de pauvreté. En général, elles occupent plusieurs emplois et ne peuvent économiser aucun argent d'un mois à l'autre. L'une d'elles, Faith Atieno, vend du porridge et des pains plats pour faire vivre ses trois enfants tout en assurant cinq heures par jour de tâches ménagères.

Après avoir longuement étudié le problème, une

association locale, Koru-Kenya, a vu dans les monnaies complémentaires la promesse d'une solution à la fois au problème de l'inégalité des sexes et à l'instabilité économique qui régnait dans le bidonville kenyan connu sous le nom « Bangladesh ». Leur analyse a montré que :

- La plupart des dépenses effectuées par les femmes se fait auprès d'autres entreprises au sein de la même communauté.
- On observe des périodes dans l'année et même certains jours sur une semaine où les ventes sont réduites au plus strict minimum en raison du manque de liquidités.

Le Bangla-Pesa

Suite à ces observations, Koru-Kenya a développé un moyen d'échange appelé le Bangla-Pesa. Il s'agit d'une monnaie complémentaire qui vise à renforcer et stabiliser l'économie locale du quartier Bangladesh à Mombasa en regroupant des centaines de petites entreprises.

W. Ruddick en explique ainsi le fonctionnement :
« Dans une journée normale, Faith Atieno achète de l'eau d'une autre femme pour 10 shillings. Le vendeur d'eau utilise ensuite ces 10 shillings pour acheter du charbon pour la cuisine. Le vendeur de charbon de bois va alors acheter un pain plat à Faith, achevant ainsi un cycle complet de troc. Et si l'un des maillons de cette chaîne n'a pas de shillings kenyans, ce qui est souvent le cas, le Bangla-Pesa est utilisé et permet de ne pas rompre le cycle économique local. »

En outre, alors que la plupart des membres du réseau ont plusieurs emplois, ce qui suffit à peine pour subvenir aux besoins les plus élémentaires de leurs familles, ils ont beaucoup de mal à économiser pour payer les frais médicaux et l'éducation des enfants.

En utilisant le Bangla-Pesa pour leurs petites dépenses quotidiennes dans le quartier, ils peuvent utiliser leurs shillings kenyans pour les dépenses d'éducation et de santé, ou les économiser.

Les Bangla-Pesa sont émis sous la forme de chèques papier ou de billets qui passent de main en main comme moyen de paiement. Tout commerce local qui reçoit l'aval de quatre autres commerces du réseau peut recevoir une ligne de crédit en Bangla-Pesa, sans intérêt. Le réseau de Bangladesh fait partie d'un réseau plus étendu au sein duquel les Bangla-Pesa sont aussi acceptés.

Après seulement quelques semaines d'activité, des participants ont observé une augmentation de plus de 20 % de leurs ventes quotidiennes. L'enquête de Koru-Kenya montre qu'environ 22 % de leurs échanges sont réalisés en Bangla-Pesa. Il s'agit forcément de ventes qui n'auraient pas eu lieu sans ce moyen d'échange.

À plus long terme, Koru-Kenya espère que le Bangla-Pesa contribuera à stabiliser et dynamiser l'économie locale. Des études ont montré que les commerces de Bangladesh n'opèrent qu'à une fraction de leur potentiel. Par exemple, un transporteur à vélo pourrait servir vingt clients par jour, mais en général, il n'en a que dix.

Grâce au Bangla-Pesa, davantage de clients peuvent profiter de ses services, et il peut lui-même dépenser ses Bangla-Pesa pour se procurer d'autres biens et services. Et comme la plupart de ces micro-entreprises sont détenues et exploitées par des femmes, cet accroissement de l'activité démontre le potentiel des monnaies complémentaires pour répondre directement au problème de l'inégalité entre les sexes.

Un autre facteur qui a valu à ce programme les louanges des organisations internationales et des médias est son rapport coût-efficacité.

« Le coût du programme est seulement d'environ 400 euros, souligne W. Ruddick fièrement. Et ces 400 euros sont rapidement récupérés en quelques semaines par l'accroissement des échanges économiques. C'est exactement ce qui a été observé en Suisse, mais ici, ça concerne des gens qui vivent avec un dollar par jour. Cette stabilité de l'économie revêt donc ici une énorme importance. On voit vraiment des familles qui pour la première fois de leur vie ont chaque jour de la nourriture sur la table. »

Réduire la pauvreté est-il un crime ?

Jusqu'ici, on pourrait dire : c'est formidable. Malheureusement, alors que la communauté de Bangladesh semblait engagée sur la voie du progrès économique et social de façon durable, le 29 mai 2013, le gouvernement du Kenya a déclaré que ce programme constituait une menace pour la sécurité nationale et a arrêté cinq membres du réseau et Will Ruddick, son fondateur. Finalement, lorsque les allégations de lien avec des groupes terroristes locaux ont été levées, le groupe a été accusé par le service des fraudes de la Banque centrale du Kenya de détention de fausse monnaie, alors que les Bangla-Pesa ne ressemblent en rien aux shillings

kenyans et qu'ils sont clairement identifiés comme de simples pièces justificatives. Il est intéressant de remarquer que le WIR avait aussi en son temps dû faire face à beaucoup d'opposition de la part des banques suisses, tout comme le Palmas au Brésil plus récemment. Les monnaies complémentaires sont facilement perçues comme une menace par les autorités monétaires.

En ce qui concerne le Bangla-Pesa, la communauté internationale n'a pas tardé à réfuter les accusations portées contre elle. Le directeur de la bourse du Kenya a déclaré que les billets à ordre, comme le Bangla-Pesa, étaient légaux, et de nombreuses organisations internationales comme les Nations unies et l'*International Reciprocal Trade Association* (Association internationale du commerce réciproque) ont appuyé l'initiative de Bangladesh.

Ellen Brown, du *Public Banking Institute*, a déclaré dans le Huffington Post : « *Aucun autre programme de réduction de la pauvreté n'est aussi efficace, et il est facilement reproductible dans d'autres communautés pauvres à travers l'Afrique. Le projet prévoyait effectivement de l'étendre à tout le continent.* »

Finalement, après des semaines d'incertitude et la menace de peines de prison allant jusqu'à sept ans, les accusations portées contre le Bangla-Pesa ont été abandonnées, ce qui indique clairement que le programme n'avait enfreint aucune loi. Après l'acquittement, Koru-Kenya a immédiatement exprimé sa gratitude pour le soutien reçu de gens tout autour du monde, y compris d'institutions comme le *Mouvement international pour la monnaie complémentaire*, qui se développe tous les jours.

Pour redémarrer le programme, Koru-Kenya attend maintenant deux choses : que la Banque centrale leur remette les Bangla-Pesa confisqués, et la

reconnaissance officielle du programme par le gouvernement kenyan. Ensuite, rien ne s'opposera plus à ce que le Bangla-Pesa redevienne un outil privilégié de développement des communautés pauvres de l'Afrique orientale.

Dans un communiqué publié après la décision de justice, Koru-Kenya a exprimé à nouveau les objectifs du programme : « *Le Bangla-Pesa est un outil de réduction de la pauvreté ; il ouvre une nouvelle voie pour le développement des communautés pauvres en modifiant fondamentalement nos moyens d'échange et en remettant la création de monnaie et de richesse entre les mains de ceux qui l'utilisent, surtout lorsqu'il s'agit de populations vivant dans des conditions misérables.* »

La longue tradition des monnaies complémentaires semble ainsi se perpétuer, loin de là où tout a commencé. La question se pose : cette idée est-elle toujours accueillie favorablement ?

Will Ruddick commente : « *Des gens m'ont dit avoir peur que ce type de programme diminue le partage spontané, que ça monétise trop les rapports humains. En fait, c'est le contraire qui se produit. L'utilisation d'une monnaie complémentaire apporte beaucoup de lien social. C'est le manque d'argent qui fait que les gens se retirent dans leurs coquilles et ont moins de relations avec les autres. Le Bangla-Pesa leur ouvre des portes inespérées et les remet vraiment en piste.* »

Pour plus d'informations sur le Bangla-Pesa et l'association Koru-Kenya : <http://koru.or.ke>

Auteur : Niels Bos, collaborateur de Share International basé à Amsterdam (Pays-Bas).

Thématiques : [Société](#), [Économie](#)

Rubrique : [Entretien](#) ()